



SEANCE DU 20/12/2018
PROCES-VERBAL
10/2018

PRESENTS : Madame Florence Reuter, Bourgmestre-Présidente ;
Monsieur Yves Vander Cruysen, Monsieur Cédric Tumelaire, Monsieur Brian Grillmaier, Monsieur Alain Schlösser, Madame Célinie Leman-Brabant, Madame Aisling D'Hooghe, Echevin(e)(s) ;
Monsieur Etienne Verdin, Président du C.P.A.S. ;
Madame Bernadette Delange-Raeymaekers, Madame Penina Soudry-Benzennou, Madame Bénédicte Colla-Vander Borght, Monsieur Raphaël Szuma, Madame Nathalie Thonon, Monsieur Marc Vanrysselberghe, Monsieur Jad Touimi-Benjelloun, Monsieur Jean Ruwet, Madame Catherine Detry, Madame Maria-Pia Janssens, Madame Aurélie Naud, Monsieur Janusz Linkowski, Madame Jacqueline Detroz, Monsieur Jean-Michel Cassiers, Monsieur Didier Londes, Madame Georgette Léger, Monsieur Philippe Hermant, Madame Coralie Van Bever, Monsieur Thomas Verhulst, Madame Fiorella Iezzi, Madame Cindy Dequesne, Monsieur Gerard Dayse, Conseiller(e)s.
Monsieur Fernand Flabat, Directeur général.

ABSENT(S) (EXCUSE(E)(S)) : Madame Claire Bertrand - Van Dongen , Conseiller(e)s.

En application des dispositions de l'article 40 du Règlement d'ordre intérieur, Madame la Présidente tire au sort le nom du conseiller communal qui sera appelé à voter, le premier, lors des appels nominaux, au cours de la présente séance.

Le sort désigne Monsieur Didier LONDES.

Un point est ajouté en urgence, celui-ci portera le n° 42 et sera traité à la fin de la séance publique. L'urgence est évoquée et justifiée par Madame la Bourgmestre conformément aux dispositions du CDLD.

Le CONSEIL COMMUNAL est légalement réuni à 20h10 et procède à l'examen des points mentionnés ci-après.

SÉANCE PUBLIQUE

1. Procès-verbal - Assemblées n° 9 du 12 novembre 2018 et n° 10 du 3 décembre 2018 - Approbation.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu les procès-verbaux des Assemblée n° 9 du 12 novembre 2018 et n°10 du 3 décembre 2018;

APPROUVE A L'UNANIMITE

Les procès-verbaux des assemblées n° 9 du 12 novembre 2018 et n° 10 du 3 décembre 2018.

2. Urbanisme - Commune de Braine-l'Alleud - Demande de permis d'urbanisme pour la modification d'un tronçon de la rue des Piles en vue de créer un cheminement pour modes doux (N° 18-10549) - Application du décret voirie du 5 février 2014 - Demande d'avis du Conseil communal de Waterloo - AVIS.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu le dossier transmis par la Commune de Braine-l'Alleud, réceptionné le 23 novembre 2018, relatif à la demande introduite par celle-ci auprès du Fonctionnaire délégué pour la modification d'un tronçon de la rue des Piles en vue de créer un cheminement pour modes doux à partir de la chaussée d'Alseberg jusqu'à la limite communale de Braine-l'Alleud;

Considérant que ce projet est soumis à l'application du décret du 5 février 2014 relatif à la voirie communale, et plus particulièrement à son article 14 qui stipule que :

"Si la demande concerne une voirie se prolongeant sur le territoire d'une ou plusieurs communes limitrophes, la demande et les résultats de l'enquête publique sont simultanément adressés aux conseils communaux de ces communes et au collège provincial compétent pour le territoire de chaque commune où est située la voirie faisant l'objet de la demande.

Les conseils communaux et le ou les collèges provinciaux rendent leur avis dans un délai de trente jours à compter de la réception du dossier, faute de quoi il est passé outre.

Les avis du ou des collèges provinciaux, lorsqu'ils sont rendus dans les délais impartis, sont des avis conformes pour les conseils communaux concernés";

Considérant que la demande de permis d'urbanisme et les résultats de l'enquête doivent dès lors être soumis pour avis à l'Assemblée;

Vu la délibération du Collège communal du 4 décembre 2018 ;

Vu le rapport du service Technique-mobilité dressé en date du 29 novembre 2018 ;

Vu les différents plans transmis par la Commune de Braine-l'Alleud, notamment le plan de délimitation du tronçon de la rue des Piles concerné par la demande, tel que modifié ;

Vu le procès-verbal de clôture d'enquête publique daté du 26 octobre 2018 consignant l'ensemble des remarques qui ont été émises au cours de l'enquête publique et qui relèvent notamment :

- la vitesse excessive des véhicules empruntant la rue des Piles à partir de la chaussée d'Alseberg
- le danger que représente le rétrécissement de la voirie au niveau du passage sous l'aqueduc et le fait que le projet ne prévoit aucune sécurisation des lieux pour les modes doux
- l'absence de sécurisation du trajet jusqu'à la rue Rombaut
- l'inversion du marquage (pistes vélo/trottoir) par rapport à celui existant chaussée d'Alseberg

Considérant que si l'Assemblée ne peut qu'encourager la création d'un tel cheminement pour modes doux, diverses remarques sont cependant formulées en ce qui concerne la cohérence et la mise en œuvre de celui-ci ;

Considérant que le projet d'aménagement s'inscrit dans le cadre du réseau cyclable Points-Noeuds et correspond en partie aux propositions du Plan Communal de Mobilité de Waterloo élaboré en 2009 conjointement avec celui de Braine-l'Alleud ;

Considérant que dans le cadre d'une réflexion sur la hiérarchisation et la catégorisation des voiries sur la commune

de Waterloo en vue d'affiner les propositions formulées dans le PCM de 2009, la rue des Piles serait à considérer comme une voie de pénétration dans le quartier du Chenois, au même titre que la Drève Dudelinsart et la rue Emile Dury, avec un régime de vitesse de 50 km/h ; que cette approche est cohérente avec la réalité d'usage et l'existence de pistes cyclables de type D7 sur trottoir sur la rue des Piles ;

Considérant cependant que les plans fournis dans le dossier semblent indiquer une largeur de voirie de 4,60m, directement bordée par une glissière de sécurité créant un « effet paroi », alors que l'implantation de l'aménagement devrait permettre une largeur praticable de voirie de 5 mètres minimum correspondant au régime de vitesse de 50km/h, tout en conservant une barrière de sécurité placée à distance adéquate par rapport à la circulation ;

Considérant par ailleurs que le projet devrait être réalisé jusqu'à la limite de territoire des 2 communes en assurant la connexion de leurs aménagements « modes doux » respectifs ; que le cheminement doux envisagé actuellement renvoie ses usagers sur la partie de voirie la plus étroite en passant sous l'aqueduc ; qu'il est plutôt suggéré de poursuivre l'aménagement envisagé jusqu'au-delà de l'aqueduc en le déviant à terme via un passage sur la parcelle Vivaqua et, ensuite, de créer des aménagements cyclo-piétons de type D9 (ou D10) sur le côté droit et de type D7 sur le côté gauche en direction de Waterloo, en se raccordant avec les aménagements déjà existants sur la rue des Piles côté Waterloo;

Considérant qu'à hauteur du pont du ruisseau et de l'aqueduc, il est proposé un rétrécissement plus marqué de voirie avec passage alterné et priorité de passage en sortie de Waterloo vu la priorité de droite à hauteur de la rue Rombaut et le besoin de ralentir la circulation venant de la chaussée d'Alseberg à l'approche des traversées « modes doux ».

Considérant enfin qu'à hauteur du carrefour avec la chaussée d'Alseberg, il serait préférable de réduire sensiblement l'évasement de l'embouchure afin que les véhicules sortant ne puissent pas se placer à deux de front, comme c'est le cas actuellement ; qu'il est aussi recommandé de décaler et d'inverser les traversées « modes doux » ainsi que de créer une traversée cyclable sur la chaussée d'Alseberg;

Considérant que l'ensemble des suggestions ci-dessus, concrétisées sur le plan annexé à la présente délibération, répondent aux observations des réclamants et assurent une cohérence et une connexion d'aménagement entre les deux communes, ce qui rencontre les objectifs, tant du PCM de chaque commune que du réseau « Points-nœuds » du Brabant wallon;

EMET UN AVIS

avis favorable sous réserve de :

- prévoir une largeur de voirie praticable de 5 mètres correspondant au régime de vitesse de 50km/h, tout en conservant une barrière de sécurité placée à distance adéquate par rapport à la circulation
- réaliser jusqu'à la limite de territoire des 2 communes la connexion des aménagements « modes doux » respectifs
- prévoir une déviation à terme du cheminement doux via un passage sur la parcelle Vivaqua et, ensuite, de créer des aménagements cyclo-piétons de type D9 (ou D10) sur le côté droit et de type D7 sur le côté gauche en direction de Waterloo, en se raccordant avec les aménagements déjà existants sur la rue des Piles côté Waterloo
- prévoir un rétrécissement plus marqué de voirie avec passage alterné et priorité de passage en sortie de Waterloo vu la priorité de droite à hauteur de la rue Rombaut et le besoin de ralentir la circulation venant de la chaussée d'Alseberg à l'approche des traversées « modes doux »
- réduire sensiblement l'évasement de l'embouchure de la chaussée d'Alseberg afin que les véhicules sortant ne puissent pas se placer à deux de front, comme c'est le cas actuellement ; qu'il est aussi recommandé de décaler et d'inverser les traversées « modes doux » ainsi que de créer une traversée cyclable sur la chaussée d'Alseberg;

Entrée en séance de Monsieur SZUMA, Conseiller.

3. Travaux - Propriété communale - Immeuble à front de la chaussée de Bruxelles n°s 668 et 670, appartenant à Monsieur Walter BOHETS, cadastré 4ème Division, Section Q, parcelles n° s 336 et 337 - Acquisition pour cause d'utilité publique - Approbation du projet d'acte d'achat.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu la délibération n° 83 du 29 août 2018 par laquelle le collège communal a marqué son accord de principe sur l'acquisition de la propriété sise aux numéros 668 et 670 chaussée de Bruxelles au montant de 500.000,00 € hors frais, sous réserve d'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Vu la délibération n° 72 du 19 septembre 2018 par laquelle le Collège communal a émis un avis favorable sur le projet d'offre d'achat du bien précité et a désigné le notaire Jean François DELATTRE pour la rédaction du projet d'acte d'acquisition ;

Vu sa délibération n° 2 du 12 novembre 2018 par laquelle l'Assemblée a approuvé l'offre d'achat de l'immeuble sis chaussée de Bruxelles n°s 668 et 670 appartenant à [REDACTED] cadastré 4ème Division, Section Q, parcelles n°s 336 et 337, pour cause d'utilité publique, pour un montant de 500.000,00 EUR, sous réserve de l'obtention d'un certificat hypothécaire attestant l'absence de charges;

Considérant que le prix mentionné ci-avant est inférieur à la valeur du bien précité, telle qu'elle a été estimée par le rapport d'évaluation immobilière daté du 27 août 2018 de notre géomètre communal, [REDACTED], au montant de 550.000,00 EUR ainsi que par le rapport d'expertise daté du 13 septembre 2018 de la géomètre-expert Madame Aurélie Gnych, au montant de 545.000,00 EUR;

Considérant que des crédits appropriés sont prévus au service extraordinaire du budget 2018, par modification budgétaire n° 2 ;

Vu l'avis de légalité établi en vertu de l'article L 1124-40 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par le Directeur financier ;

Vu la délibération n° 72 du 28 novembre 2018 par laquelle le Collège communal a autorisé le Directeur financier à réaliser le paiement de la valeur d'acquisition de l'immeuble précité, après l'approbation par le Conseil communal, pour un montant de 500.000€ ainsi que les frais suivant décompte à établir et ce, pour la signature de l'acte, sous réserve de la délivrance d'un certificat hypothécaire attestant l'absence de charges ;

Vu le projet d'acte authentique d'acquisition établi par le notaire Jean François DELATTRE ;

Vu le certificat de liberté hypothécaire du bien précité;

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré;

DECIDE A L'UNANIMITE

Article 1 : de procéder à l'acquisition, pour cause d'utilité publique, de l'immeuble avec cour, jardin et dépendances, sis chaussée de Bruxelles n°s 668 et 670 appartenant à [REDACTED] cadastré 4ème Division, Section Q, parcelles n°s 336 et 337, pour une superficie de 8 ares 68 centiares.

Article 2 : La présente acquisition est consentie et acceptée pour et moyennant le prix de 500.000,00 EUR.

Article 3 : Le projet d'acte authentique d'acquisition, tel qu'établi par le Notaire Jean François DELATTRE, joint à la présente délibération, est approuvé.

4. Travaux - Clos de la Maloue - Parcelle communale cadastrée 4ème Division section Q n° 305 D3 jouxtant la parcelle n° 305 K ayant fait l'objet d'un permis d'urbanisme - Constitution de servitudes de vue, de bail à loyer et de remise en état d'une servitude de passage en surface - Approbation du projet d'acte.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu le permis d'urbanisme octroyé en séance du 4 avril 2018 à [REDACTED] pour l'extension, vers le terrain communal jouxtant leur propriété, d'une habitation unifamiliale trois façades, clos de la Maloue n° 17 dont ils sont propriétaires ;

Considérant que la position des 2 fenêtres latérales et des terrasses du rez-de-chaussée et du 1er étage de l'extension créent des servitudes de vue sur la parcelle communale;

Considérant qu'il y a lieu de régler deux autres points, à savoir le principe et les conditions d'octroi à [REDACTED] d'un droit d'occupation sur la parcelle communale et celui de la remise en état effectif de la servitude de passage grevant le fonds appartenant à [REDACTED] au profit du fonds appartenant à la Commune de Waterloo;

Vu la délibération n° 29 du 25 octobre 2017 par laquelle le Collège communal a marqué son accord sur le projet de constitution d'une servitude de vue, de bail à loyer et de remise en état d'une servitude de passage en surface;

Vu le projet d'acte de constitution de servitudes de vue, de bail à loyer et de remise en état de la servitude de passage en surface, tel qu'établi par les notaires associés Valérie Dhanis & Enguerrand de Pierpont;

Vu le procès-verbal de servitude de vue et le plan y annexé dressés par le géomètre-expert [REDACTED] en date du 19 novembre 2018;

Vu la note technique établie le 21 novembre 2018 par le géomètre communal, Monsieur Jean Haenecour;

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré;

DECIDE A L'UNANIMITE

Article unique : d'approuver le projet d'acte de constitution de servitudes de vue, de bail à loyer et de remise en état d'une servitude de passage en surface entre les parcelles situées clos de la Maloue cadastrées 4ème division Section Q, N° 305 D 3 (parcelle communale) et 305 K (parcelle privée appartenant [REDACTED]) tel qu'établi par les notaires associés Valérie Dhanis & Enguerrand de Pierpont, joint à la présente délibération.

5. Travaux - Endoscopie et curage des réseaux communaux d'égouttage - Convention de collaboration entre la Commune de Waterloo et l'intercommunale in BW - Approbation.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu le courrier émanant de l'intercommunale in BW relatif à l'élaboration du cadastre des réseaux d'assainissement 2017-2022;

Vu la délibération n° 53 du 4 octobre 2017 par laquelle le Collège Communal a décidé de prendre acte de la lettre datée du 5 juillet 2017 et du tableau des investissements y annexé, par laquelle le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et des Infrastructures sportives, Pierre-Yves DERMAGNE, approuve notre plan communal 2017-2018, reprenant notamment les investissements suivants (dossiers éligibles et admissibles à concurrence du montant de l'enveloppe qui nous a été communiqué, soit 505.920 €) :

1. route du Lion : égouttage de la phase III
2. rue Champ Rodange : égouttage de la phase II
3. avenue Bel Air : réaménagement
4. rue de l'Infante : réaménagement de la phase II (tronçon Fructidor - Bara)
5. drève des Chasseurs (tronçon Orchidées - chemin de Fer) : égouttage et aménagement;

Vu le courrier daté du 14 novembre 2017 par lequel le Département des Infrastructures subsidiées du SPW nous informe que la Commune bénéficie d'une enveloppe "bonus" complémentaire d'un montant de 220.727,58 €;

Considérant l'arrivée prochaine des Plans d'Investissements Communaux (PIC) 2019-2021 et 2022-2024;

Considérant que préalablement aux travaux d'égouttage ou de voirie qui y seront inscrits, l'intercommunale in BW demande de procéder à la pré-inspection des réseaux d'égouts pouvant nécessiter le curage de ces derniers, de procéder à une investigation endoscopique afin de déterminer si leur réhabilitation est nécessaire;

Vu le projet de convention de collaboration entre la Commune de Waterloo et l'intercommunale in BW qui définit la mission d'encadrement à la réalisation de travaux de curage et d'endoscopie des réseaux d'égouttage publics;

Considérant qu'il serait judicieux de collaborer avec l'intercommunale in BW pour les chantiers retenus dans le cadre des Plans d'Investissements Communaux précités et pour lesquels l'intercommunale assure la maîtrise de l'ouvrage ou non;

Sur proposition du Collège Communal;

Après en avoir délibéré;

DECIDE A L'UNANIMITE

Article unique : d'approuver la convention de collaboration entre la Commune de Waterloo et l'intercommunale in BW qui définit la mission d'encadrement à la réalisation de travaux de curage et d'endoscopie des réseaux d'égouttage publics.

6. Cellule commandes publiques - Service Travaux - Aménagement et égouttage des abords de la chaussée Bara (Côté Nord du tronçon Noces - Cense) - Publication d'un avis rectificatif -

Prise d'acte.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu les articles L1122-30 et L1222-3 du code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu la loi du 16 février 2017 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'arrêté modificatif du 22 juin 2017 ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la délibération n° 5 du 30 janvier 2017 par laquelle le Collège communal a approuvé définitivement les dossiers qui seront présentés dans le cadre du Plan d'Investissement Communal 2017-2018 ;

Vu la délibération n°7 du 12 novembre 2018 par laquelle le Conseil communal approuvé le principe de procéder aux travaux d'aménagement et d'égouttage des abords de la chaussée Bara, ainsi que le cahier spécial des charges, les plans et l'estimatif dudit projet ;

Vu la délibération du 17 octobre 2018 par laquelle l'Assemblée a approuvé le lancement des mesures de publicité ;

Considérant que le métré récapitulatif au format excel ne faisait pas partie des documents disponibles en ligne au moment de la publication de l'avis de marché ;

Considérant que, afin que les soumissionnaires puissent remettre prix au montant le plus juste possible, il s'avère nécessaire d'ajouter aux documents du marché quelques précisions relatives aux engins de chantier ;

Considérant qu'il s'est avéré nécessaire de publier un avis rectificatif ;

Considérant que ces ajouts n'ont eu aucun impact d'un point de vue financier ;

Considérant que ces changements ont fait l'objet d'une délibération qui a été approuvée par le Collège communal en date du 24 octobre 2018 et d'un avis rectificatif ;

APPROUVE A L'UNANIMITE

Article unique : La publication de l'avis rectificatif relatif aux travaux de réaménagement de la rue de l'Infante et prend acte de la délibération du Collège communal à ce sujet.

communale de Mont-Saint-Jean - Délai complémentaire accordé à l'entreprise - Approbation.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-4 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 37 ;

Vu sa délibération n° 32 du 28 décembre 2016 par laquelle l'Assemblée a attribué le marché relatif aux travaux de transformation et d'extension de l'école communale de Mont-Saint-Jean à l'association momentanée [REDACTED] dont le siège est établi avenue de Roodebeek, 24 à 1030 Bruxelles ;

Vu sa délibération n°43 du 13 septembre 2017 par laquelle l'Assemblée a approuvé l'avenant n°1 du présent marché [REDACTED]

Vu sa délibération n°40 du 22 novembre 2017 par laquelle l'Assemblée a approuvé l'avenant n°2 du présent marché [REDACTED]

Vu sa délibération n°121 du 20 décembre 2017 par laquelle l'Assemblée a approuvé l'avenant n°3 du présent marché à [REDACTED]

Vu sa délibération n°56 du 6 juin 2018 par laquelle l'Assemblée a approuvé l'avenant n°4 du présent marché [REDACTED]

Vu sa délibération n°33 du 5 septembre 2018 par laquelle l'Assemblée a approuvé l'avenant n°5 du présent marché [REDACTED]

Vu sa délibération n°39 du 31 octobre 2018 par laquelle l'Assemblée a approuvé l'avenant n°6 du présent marché [REDACTED]

Vu sa délibération n°39 du 31 octobre 2018 par laquelle l'Assemblée a approuvé l'avenant n°7 du présent marché [REDACTED]

Vu sa délibération n° [REDACTED] du 4 décembre 2018 par laquelle l'Assemblée a approuvé l'avenant n°8 du présent marché [REDACTED]

Vu sa délibération n° [REDACTED] du 4 décembre 2018 par laquelle l'Assemblée a approuvé l'avenant n°9 du présent marché [REDACTED]

Considérant les nouveaux décomptes qui seront à approuver et auxquels l'entrepreneur a associé des délais complémentaires ;

Considérant que, sans attendre l'approbation de ces décomptes, il convient déjà de statuer sur le délai global complémentaire afin de cerner au mieux les opérations d'emménagement des nouveaux locaux ;

Considérant le tableau ci-annexé nous renseignant sur un délai de 119 jours ouvrables demandés par l'entreprise, il est proposé d'en octroyer 65 en vertu des commentaires émis par l'auteur de projet et le service des travaux ;

Considérant que le délai contractuel de 250 jours ouvrables augmenté des jours d'intempéries et des congés légaux nous mène au 19 septembre 2018 ;

Considérant que le délai contractuel amendé du délai complémentaire de 65 jours ouvrables nous mène au 8

janvier 2019 ;

Vu sa délibération n° du 21 novembre 2018 par laquelle l'Assemblée a émis un avis favorable sur les délais complémentaires octroyés à l'association momentanée SOCATRA - DELENS ;

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré ;

DECIDE A L'UNANIMITE

Article unique : De marquer son accord sur le délai supplémentaire de 65 jours ouvrables demandé par l'entreprise en charge des travaux de transformation et d'extension de l'école communale de Mont-saint-jean, à savoir l'association momentanée SOCATRA - DELENS.

8. Finances - Budget de l'exercice 2019.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, et Première partie, livre III ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu la circulaire du 5 juillet 2018 du Ministre des Affaires Intérieures, chargé des Pouvoirs Locaux, portant dispositions en vue de l'établissement du budget 2019 des communes et des CPAS de la Région Wallonne ;

Vu le projet de budget établi par le Collège communal en séance du 4 décembre 2018 ;

Vu le rapport de politique générale et financière de la Commune établi par Madame la Bourgmestre ;

Vu le rapport favorable de la Commission visée à l'article 12 du Règlement général de la Comptabilité communale, dressé en date du 4 décembre 2018 ;

Vu la demande d'avis adressée au Directeur financier en date du 10 décembre 2018 ;

Vu l'avis favorable du Directeur financier annexé à la présente délibération ;

Attendu qu'un Comité de Direction restreint s'est réuni à la date du 3 décembre 2018 et s'est concerté sur l'avant-projet du présent budget ;

Attendu que le Collège veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Attendu que le Collège veillera également, en application de l'article L1122-23, § 2, du Code de la Démocratie

locale et de la Décentralisation, à la communication du présent budget, dans les cinq jours de son adoption, aux organisations syndicales représentatives ; ainsi qu'à l'organisation, sur demande des dites organisations syndicales et avant la transmission du présent budget aux autorités de tutelle, d'une séance d'information présentant et expliquant le présent budget ;

Oùï les commentaires de Madame la Bourgmestre sur les rapports précités ;

Après interventions de divers membres de l'Assemblée ;

Après en avoir délibéré en séance publique,

DECIDE AVEC 24 VOIX POUR, 5 VOIX CONTRE, (ECOLO) ET 1 ABSTENTION(S) (MVW)

D'arrêter, comme suit, le budget communal de l'exercice 2019 :

1. Tableau récapitulatif

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Recettes exercice proprement dit	39.238.155,38	2.766.745,00
Dépenses exercice proprement dit	39.205.504,95	5.626.622,74
Boni / Mali exercice proprement dit	+32.650,43	-2.859.877,74
Recettes exercices antérieurs	2.026.094,48	0,00
Dépenses exercices antérieurs	385.089,00	0,00
Prélèvements en recettes	0,00	2.859.877,74
Prélèvements en dépenses	1.200.000,00	0,00
Recettes globales	41.264.249,86	5.626.622,74
Dépenses globales	40.790.593,95	5.626.622,74
Boni / Mali global	+473.655,91	0,00

2. Tableau de synthèse (partie centrale)

Budget précédent	Après la dernière M.B.	Adaptations en +	Adaptations en -	Total après adaptations
Prévisions des recettes globales	41.979.607,07	0,00	0,00	41.979.607,07
Prévisions des dépenses globales	39.953.512,59	0,00	0,00	39.953.512,59
Résultat présumé au 31/12 de l'exercice n-1	2.026.094,48	0,00	0,00	2.026.094,48

3. Montants des dotations issus du budget des entités consolidées (si budget non voté, l'indiquer)

	Dotations approuvées par l'autorité de tutelle	Date d'approbation du budget par l'autorité de tutelle
CPAS	4.355.844,07 (NV)	
Fabriques d'église Ste Anne St Joseph St Paul	12.598,08 (V)	
	23.637,85 (V)	
	9.284,83 (V)	
Zone de police	5.099.404,72 (NV)	

Art. 2.

De transmettre la présente délibération aux autorités de tutelle, au service des Finances et au Directeur financier.

9. CPAS - Budget de l'exercice 2019 - Services ordinaire et extraordinaire.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu le décret du 23 janvier 2014, publié au Moniteur belge du 6 février 2014 modifiant certaines dispositions de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. ;

Vu le budget de l'exercice 2019, services ordinaire et extraordinaire, arrêtée par le Conseil de l'Action Sociale en séance du 23 octobre 2018;

Vu que le budget de l'exercice 2019, services ordinaire et extraordinaire, n'est pas de nature à entraîner une intervention financière supplémentaire de la commune;

Sur proposition du Collège;

Après en avoir délibéré;

DECIDE AVEC 24 VOIX POUR ET 6 ABSTENTION(S) (ECOLO et MVW)

D'approuver le budget de l'exercice 2019, services ordinaire et extraordinaire, arrêtée par le Conseil de l'Action Sociale en séance du 23 octobre 2018;

10. Cultes - Eglise protestante Évangélique de Lasne - Budget de l'exercice 2019.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 1er et suivants de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes.

Vu le décret du 13 mars 2014 de la Région wallonne.

Vu le Budget de l'exercice 2019 arrêtée par le Conseil de l'Eglise Protestante Évangélique de Lasne en séance du 18 octobre 2018 et réceptionnée au secrétariat de l'Administration communale en date du 25 octobre 2018 ;

Vu qu'aucune demande d'intervention relative au subside communal n'est demandée à la commune de Waterloo;

Sur proposition du Collège;

Après en avoir délibéré;

DECIDE A L'UNANIMITE

D'émettre un avis favorable sur le budget de l'exercice 2019 arrêté par l'Eglise Protestante Évangélique de Lasne en séance du 18 octobre 2018 et réceptionnée au secrétariat de l'Administration communale en date du 25 octobre 2018 ;

- 11. Secrétariat général - Bâtiments scolaires - Ecole communale de Mont-Saint-Jean - Demande d'occupation par l'asbl L'ODEON de Waterloo, Association de fait, afin de pouvoir organiser des répétitions théâtrales - Année 2019, période des mois de janvier 2019 à décembre 2019 - Subvention communale indirecte - Décision d'octroi.**

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu le courrier du 20 novembre 2018 de Madame Méro PSARRADELIS pour l'asbl L'ODEON de Waterloo, sollicitant l'autorisation d'occuper la salle des fêtes de l'Ecole communale de Mont-Saint-Jean en vue d'y organiser des répétitions théâtrales durant l'année 2018, période de janvier 2018 à décembre 2018;

Vu sa délibération n°42 prise en séance du 07 octobre 2013, fixant le règlement redevance pour la location d'un local, d'une salle ou d'une salle des fêtes des écoles communales;

Vu les dispositions prévues par le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment en ses articles L1122-37 et L3331-1 à L 3331-8;

Considérant la circulaire ministérielle du 30 mai 2013 émanant de Monsieur Paul FURLAN Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Ville, relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux;

Considérant le souhait de soutenir les associations de Waterloo;

Considérant que le montant de cette subvention indirecte est de 10.300,00 € ;

Sur proposition du Collège communal en sa séance du 21 novembre 2018, en son point 49;

Pour ces motifs ;

DECIDE A L'UNANIMITE

Article unique : d'accorder au demandeur l'utilisation, de la salle des fêtes de l'Ecole communale de Mont-Saint-

Jean, en vue d'y organiser des répétitions théâtrales durant l'année 2019, période de janvier 2019 à décembre 2019.

Cette utilisation équivaut à l'octroi d'une subvention indirecte de 10.300,00 €.

12. Secrétariat général - Demande d'octroi du titre honorifique d'échevine - Décision.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu la demande de Madame Dominique FERIAER par laquelle elle sollicite l'octroi du titre honorifique des fonctions d'Echevine de la commune de Waterloo ;

Vu la loi du 10 mars 1980 relative à l'octroi du titre honorifique de leurs fonctions aux Bourgmestres, aux Echevins et aux Présidents des Conseils des Centres publics d'Aide sociale ou des anciennes Commissions d'Assistance publique ;

Vu l'arrêté royal du 30 septembre 1981 réglant les modalités d'octroi du titre honorifique de leurs fonctions aux Bourgmestres, aux Echevins et aux Présidents des Conseils des Centres publics d'Aide sociale ou des anciennes Commissions d'assistance publique ;

Vu la loi spéciale du 13 juillet 2001 qui transfère la compétence sur les Communes et les Provinces aux Régions, relatives aux traitements des dossiers des titres et distinctions honorifiques et des décorations civiques ;

Vu la circulaire de la Région wallonne du 27 mai 2004 relative aux décorations civiques, titres et distinctions honorifiques ;

Attendu que cette réglementation permet aux échevins de solliciter l'octroi du titre honorifique de leur fonction s'ils l'ont exercée dans une même commune pendant au moins dix ans et si leur conduite a été irréprochable ou s'ils ont exercé leur fonction pendant 6 ans et qu'ils ont exercé au préalable une fonction de Conseiller communal pendant 12 ans dans une même Commune ;

Considérant que le Conseil communal est compétent pour octroyer le titre honorifique des fonctions d'Echevin ;

Considérant que Madame FERIAER répond à ces conditions ;

Considérant qu'elle est de conduite irréprochable ;

Sur proposition du Collège communal;

DECIDE A L'UNANIMITE

Article Unique : d'autoriser Madame FERIAER à porter le titre d'Echevine honoraire.

13. Secrétariat général - Compétences des Echevins - Prise de connaissance.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu les élections communales du 14 octobre 2018;

Vu les élections communales du 14 octobre 2018;

Vu le courrier du SPW du 19 novembre 2018 nous transmettant l'arrêté prononcé en sa séance du 16 novembre par Monsieur Gille MAHIEU, Gouverneur de la Province du Brabant Wallon dans le cadre de la validation des élections communales du 14 octobre 2018;

Vu le projet de pacte de majorité déposé entre les mains du Directeur général en date du 9 novembre 2018, affiché aux valves de la maison communale à cette date et approuvé par le conseil communal en date du 3 décembre 2018;

Vu la délibération du Collège communal prise en sa séance du 4 décembre 2018 arrêtant les compétences des échevins;

Vu la délibération du Collège communal prise en sa séance du 4 décembre 2018 donnant délégation à Monsieur Yves VANDER CRUYSEN en qualité d'officier d'état civil;

PREND ACTE

Article 1er : De la fixation des compétences des Echevins comme suit :

Florence Reuter, Bourgmestre

Attributions : Police – Sécurité – Personnel communal – Finances communales – Information communale – Cadre de Vie (Voiries, Propreté publique et Espaces verts) – Aménagement du Territoire et Rénovation urbaine

Yves Vander Cruysen, Premier Échevin

Attributions : Officier de l'État civil – Population – Protocole – Culture – Politique et Animation des Aînés - Enseignement artistique communal – Waterloo info

Cédric Tumelaire, Deuxième Échevin

Attributions : Gestion des Bâtiments publics – Énergie – Éclairage public – Mobilité – Transition écologique – Cimetières – Bien-être animal – Smart city et Informatique communale

Brian Grillmaier, Troisième Échevin

Attributions : Enseignement communal – Commerce – Classes moyennes – Emploi – Tourisme – Fêtes du 21 juillet

Alain Schlösser, Quatrième Échevin

Attributions : Citoyenneté – Gestion des Budgets participatifs – Cérémonies patriotiques – Cultes – Relations internationales et Solidarité internationale – Égalité des Chances et Cohésion sociale – PMR

Célinie Leman, Cinquième Échevine

Attributions : Urbanisme – Logement – Sport – Jeunesse

Aisling D'Hooghe, Sixième Échevine

Attributions : Petite Enfance – Famille - Accueil extrascolaire – Prévention – Santé

Etienne Verdin, Président du CPAS

Article 2 : De la délégation donnée à Monsieur Yves VANDER CRUYSEN en qualité d'officier d'état civil.

14. Secrétariat général - Désignation temporaire de nouveaux délégués en remplacement des Conseillers sortant au sein des assemblées générales des intercommunales et des ASBL.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que parmi les Conseillers sortant, certains d'entre eux sont également délégué au sein des intercommunales et des ASBL;

Considérant qu'il y a lieu de désigner temporairement des remplaçants en attendant la désignation officielle des nouveaux délégués au sein des assemblées générales des intercommunales et des ASBL;

Vu la liste reprenant les représentants de la Commune aux sein des différentes institutions;

Vu la liste ci-annexée des Conseillers sortant représentant la Commune dans certaines institutions et la proposition de leur remplaçants ;

Après en avoir délibéré;

DECIDE AVEC 25 VOIX POUR ET 5 ABSTENTION(S) ((ECOLO)

De désigner les personnes reprise dans le tableau ci-annexé en remplacement des Conseillers sortant au sein des assemblées générales des intercommunales.

Les personnes reprisent dans le tableau ci-annexé continuent de représenter la Commune lors des Assemblées générales des ASBL.

15. Education - Enseignement maternel communal - Ecole communale de Mont-Saint-Jean - Création d'un emploi d'institutrice à mi-temps à titre temporaire.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, notamment le chapitre 5 relatif au calcul de l'encadrement dans l'enseignement maternel et de son affectation;

Considérant que les chiffres de la population scolaire des classes maternelles à l'Ecole communale de Mont-Saint-Jean permettent la création d'un emploi d'institutrice maternelle à mi-temps au 19 novembre 2018;

Vu la réglementation relative au régime de mise en disponibilité par défaut d'emploi et de réaffectation dans l'enseignement subventionné;

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné;

Sur proposition du Collège communal;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

DECIDE A L'UNANIMITE

Article 1er. Un emploi d'institutrice maternelle à mi-temps à titre temporaire est créé à l'Ecole communale de Mont-Saint-Jean au 19 novembre 2018.

Article 2. : Une institutrice temporaire à mi-temps sera désignée pour pourvoir à la vacance de cet emploi.

Article 3. : Les subsides afférents à la création de cet emploi à mi-temps seront sollicités auprès de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Article 4. : La présente délibération sera notifiée à :

- 1· Madame la Ministre chargée de l'Enseignement obligatoire ;
- 2· Madame l'Inspectrice cantonale;
- 3· Madame la Directrice de l'Ecole communale de Mont-Saint-Jean.

16. Secrétariat des échevins - Tourisme - Demande d'octroi d'une subvention communale par le Royal Syndicat d'initiative de Waterloo - Décision d'octroi.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu les dispositions prévues par le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment en ses articles L1122-37 et L3331-1 et suivants ;

Considérant la circulaire ministérielle du 13 mai 2014 émanant de Monsieur Paul FURLAN, Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Ville, relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Vu la demande du 16 novembre 2018 émanant du Royal Syndicat d'Initiative de Waterloo;

Attendu qu'un crédit de 10.000 € a été inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2018, sous l'article 76207/33202 ;

Considérant le souhait de soutenir financièrement les associations locales ;

Considérant que dans sa demande d'octroi de subvention, ci-annexée, le Royal Syndicat d'initiative de Waterloo précise la nature, l'étendue, les conditions et les justifications relatives à cette subvention, l'identité ou la dénomination du bénéficiaire, les fins en vue desquelles la subvention est octroyée ainsi que les modalités de liquidation ;

Considérant que la subvention demandée est d'un montant de 7.500 € destiné à couvrir les frais d'organisation du MuCH Festival;

Considérant que la subvention est bien octroyée en vue de promouvoir les activités du Royal Syndicat d'initiative de Waterloo, et que ces activités sont utiles à l'intérêt général;

Sur proposition du Collège communal en sa séance du 28 novembre 2018, en son point n°45 ;

DECIDE A L'UNANIMITE

Article 1 : d'octroyer et de libérer au Royal Syndicat d'initiative de Waterloo, une subvention communale d'un montant de 7.500 € destiné à couvrir les frais d'organisation du MuCH Festival;

Article 2 : d'imputer la dépense de 7.500 € à l'article 76207/33202 du budget ordinaire de l'exercice 2018;

Article 3 : par l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire accepte également l'obligation de rendre compte à la Commune de ses recettes et dépenses avec la possibilité d'un contrôle sur place de tous les documents nécessaires, conformément à l'article L3331-1 à L3331-8 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. A défaut de satisfaire à cette obligation, le bénéficiaire de la subvention sera tenu de restituer celle-ci, conformément à l'article L3331-8.

Article 4 : cette subvention doit être utilisée exclusivement conformément à la nature, l'étendue, les fins en vue desquelles la subvention est octroyée et les conditions et les justifications précisées dans la demande introduite par le Royal Syndicat d'initiative de Waterloo. Cette subvention doit être utilisée conformément aux dispositions prévues aux articles L 3331-6 et L3331-8 paragraphe 1-1°.

Article 5 : de charger Monsieur le Directeur financier de liquider la subvention prévue aux articles précédents sur le compte BE40 0010 7069 2363 du Royal Syndicat d'initiative de Waterloo.

17. Secrétariat des échevins - Relations internationales/Coopération au Développement - Demande d'octroi d'une subvention communale annuelle par Club Soroptimist Val Brabant asbl - Décision d'octroi.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu les dispositions prévues par le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment en ses articles L1122-30 et L3331-1 et suivants ;

Considérant la circulaire ministérielle du 30 mai 2013 émanant de Monsieur Paul FURLAN, Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Ville, relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Vu la demande introduite par Club Soroptimist Val Brabant asbl ;

Attendu que des crédits ont été inscrits au budget ordinaire de l'exercice 2018, sous l'article budgétaire 84901/33202 ;

Vu le rapport de gestion financière de Club Soroptimist Val Brabant asbl ;

Considérant le souhait de soutenir financièrement les associations locales ;

Considérant que dans sa demande d'octroi de subvention, Club Soroptimist Val Brabant asbl précise la nature, l'étendue, les conditions et les justifications relatives à cette subvention ;

Considérant que l'on souhaite subventionner Club Soroptimist Val Brabant asbl pour un montant de 7.000,00 euros ;

Considérant que cette subvention est octroyée en vue d'appuyer le projet de financement pour l'acquisition de

terres et d'une vache laitière pour une association de femmes (la SOFAD, Solidarité des Femmes Activistes pour la défense des Droits Humains) ;

Considérant que les subventions sont supérieures ou égales à 2.500,00 euros ;

Sur proposition du Collège communal en sa séance du 14 novembre 2018 en son point 89 ;

Pour ces motifs ;

DECIDE A L'UNANIMITE

Article 1 : D'octroyer et de libérer à Club Soroptimist Val Brabant asbl, une subvention d'un montant de 7.000,00 euros pour l'exercice 2018 destinée à appuyer le projet de financement pour l'acquisition de terres et d'une vache laitière pour une association de femmes (la SOFAD, Solidarité des Femmes Activistes pour la défense des Droits Humains) ;

Article 2 : D'imputer la dépense au budget ordinaire de l'exercice 2018 sous l'article budgétaire 84901/33202 ;

Article 3 : Par l'acceptation de la subvention, les bénéficiaires acceptent également l'obligation de rendre compte à la Commune de leurs recettes et dépenses avec la possibilité d'un contrôle sur place de tous les documents nécessaires, conformément à l'article L3331-1 à L3331-8 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

A défaut de satisfaire à cette obligation, les bénéficiaires de la subvention seront tenus de restituer celle-ci, conformément à l'article L3331-8 ;

Article 4 : Cette subvention doit être utilisée exclusivement conformément à la nature, l'étendue, les fins en vue desquelles la subvention est octroyée et les conditions et justifications précisées dans la demande introduite par Club Soroptimist Val Brabant asbl. Cette subvention doit être utilisée conformément aux dispositions prévues articles L3331-6 et L3331-8 paragraphe 1-1° ;

Article 5 : De charger Monsieur le Directeur financier de liquider une première subvention de 7.000,00 euros sur le n° de compte BE06 3631 5147 3422 au nom de Club Soroptimist Val Brabant asbl.

18. Gestion salle - Salles Jules Bastin et Foyer - Demande d'occupation, à titre gratuit par la Société Royale l'Indépendance Musicale de Waterloo dans le cadre de l'organisation de leur concert annuel, le dimanche 28 avril 2019 - Subvention communale indirecte - Décision d'octroi.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu la lettre du 11 septembre 2018 par laquelle [REDACTED], Secrétaire de la Société Royale l'Indépendance Musicale de Waterloo sollicite l'autorisation d'occuper la salle Jules Bastin et le Foyer de la Maison communale en vue d'y organiser leur concert annuel, le dimanche 28 avril 2019;

Vu la délibération n°12 relative à la Modification du Règlement et des conditions de location de la salle, prise par le Conseil communal en séance du 7 octobre 2013;

Vu les dispositions prévues par le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment ses articles L1122-37 et L3331-1 à L3331-8;

Vu la circulaire ministérielle du 30 mai 2013 émanant de Monsieur Paul Furlan Ministre des Pouvoirs locaux de la Ville, relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux;

Considérant le souhait de soutenir les associations de Waterloo;

Considérant que le montant de cette subvention indirecte est de 250,00€;

Considérant que la gratuité d'occupation est accordée à la Société Royale Musicale "L'Indépendance " de Waterloo en contrepartie de quatre prestations musicales offertes à la Commune de Waterloo dans le cadre de ses manifestations officielles;

Considérant qu'à la date souhaitée du dimanche 28 avril 2019, la salle Jules Bastin et le Foyer de la Maison communale sont libres d'occupation;

Pour ces motifs ;

DECIDE A L'UNANIMITE

Article unique : D'accorder au demandeur, l'utilisation à titre gratuit, de la salle Jules Bastin et du Foyer de la Maison communale, en vue d'y organiser leur grand concert annuel, le dimanche 28 avril 2019.
Cette utilisation équivaut à l'octroi d'une subvention indirecte de 250,00€.

19. Gestion salle - Salle du Foyer - Demande d'occupation, à titre gratuit par la Société Royale des Officiers Retraités dans le cadre de l'organisation de leur réception traditionnelle de Nouvel An, le jeudi 10 janvier 2019 - Subvention communale indirecte - Décision d'octroi.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu la lettre du 22 novembre 2018 par laquelle Monsieur [REDACTED] [REDACTED] représentant l'asbl "Société Royale des Officiers Retraités - Cercle régional de Braine-l'Alleud-Waterloo, sollicite l'autorisation d'occuper la salle du Foyer de la Maison communale en vue d'y organiser leur réception traditionnelle de Nouvel An, le jeudi 10 janvier 2019;

Vu la délibération n°12 relative à la Modification du Règlement et des conditions de location de la salle, prise par le Conseil communal en séance du 7 octobre 2013;

Vu les dispositions prévues par le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment ses articles L1122-37 et L3331-1 à L3331-8;

Vu la circulaire ministérielle du 30 mai 2013 émanant de Monsieur Paul Furlan Ministre des Pouvoirs locaux de la Ville, relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux;

Considérant le souhait de soutenir les associations de Waterloo;

Considérant que le montant de cette subvention indirecte est de 50,00€;

Pour ces motifs;

DECIDE A L'UNANIMITE

Article unique : D'accorder au demandeur l'utilisation, à titre gratuit, de la salle du Foyer de la Maison communale, en vue d'y organiser leur traditionnelle réception de Nouvel An, le jeudi 10 janvier 2019;

Cette utilisation équivaut à l'octroi d'une subvention indirecte de 50,00€.

20. Personnel - Plan formation 2019 - Approbation.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Attendu que la formation du personnel communal constitue l'un des axes fondamentaux des Principes généraux de la Fonction publique locale et provinciale ;

Attendu qu'il y a lieu d'établir un plan annuel de formation pour l'année 2019;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ainsi que les arrêtés royaux portant exécution de la susdite loi ;

Vu le protocole de concertation relatif au Plan formation 2018 du personnel communal pris par le Comité de concertation et de négociation **14 décembre 2018** ;

Vu les dispositions prévues par le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Sur proposition du Collège Communal du 4 décembre 2018 ;

APPROUVE A L'UNANIMITE

Article 1 - Le plan de formation du personnel communal pour l'année 2019 ci-annexé.

Article 2 - la présente délibération sera transmise aux autorités de tutelle ainsi qu'à la Direction générale des pouvoirs locaux.

21. Police - Finances - Budget de l'exercice 2019.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu les dispositions légales en la matière, notamment les dispositions de l'Arrêté Royal du 5 septembre 2001 portant le règlement général de la comptabilité de la zone police;

Vu la circulaire ministérielle PLP 57 traitant des directives pour l'établissement du budget de police 2019 publiée le 21 novembre 2018 ;

Vu le rapport de synthèse du projet de budget dressé le 28 novembre 2018 par Monsieur le Comptable Spécial;

Vu le rapport de politique générale et financière de la Police dressé par Madame la Bourgmestre;

Où les commentaires de Madame la Bourgmestre sur le rapport précité;

Sur proposition du Collège communal en sa séance du 04 décembre 2018;

Après en avoir délibéré;

DECIDE AVEC 25 VOIX POUR ET 5 ABSTENTION(S) (ECOLO)

Le budget de Police pour l'exercice 2019

Le tableau récapitulatif du budget de Police pour l'exercice 2019 s'établit comme suit :

RECETTES ORDINAIRES

Prestations	3.000,00
Transferts	8.332.893,26
Dette	31.917,28
Prélèvements	276.000,00
Total	8.643.810,54
Antérieurs	129.111,73
Prélèvements	0
Total général	8.772.922,27

DEPENSES ORDINAIRES

Personnel	7.704.999,70
Fonctionnement	648.637,31
Transferts	5.595,00
Dette	0
Total	8.359.232,01
Antérieurs	413.690,26
Prélèvements	0
Total général	8.772.922,27

RECETTES EXTRAORDINAIRES

Transferts	213.000,00
Investissement	0
Dette	0
Total	213.000,00
Antérieurs	0
Prélèvements	0
Total général	213.000,00

DEPENSES EXTRAORDINAIRES

Transferts	0
Investissement	213.000,00

Dette	0
Total	213.000,00
Antérieurs	0
Total général	213.000,00

Ainsi délibéré en séance du 20 décembre 2018.

22. Police - Finances - Procès-verbal de vérification de caisse du troisième trimestre 2018.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 74 de l'arrêté royal du 5 septembre 2001 portant règlement de la comptabilité de la police locale ;

Vu le procès-verbal de vérification de la caisse de Monsieur le Comptable spécial établi le 12 novembre 2018 ;

Sur proposition du Collège communal en sa séance du 04 décembre 2018 ;

DECIDE A L'UNANIMITE

De prendre acte du procès-verbal de vérification de la caisse de Monsieur le Comptable spécial du troisième trimestre 2018.

23. Police - Personnel - Ouverture de la mobilité et détermination des modalités de sélection des candidats.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu la Loi du 7.12.1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;

Vu l'Arrêté royal du 30.03.2001 portant la position juridique du personnel des services de police ;

Vu l'Arrêté royal du 20.11.2001 fixant les modalités relatives à la mobilité du personnel des services de police ;

Vu la Circulaire GPI 15 du 24.01.2002 concernant la mise en œuvre de la mobilité au sein du service de police intégré, structuré à deux niveaux, à l'usage des autorités locales responsables des zones de police ;

Vu l'Arrêté royal du 20 décembre 2005 portant modification de divers textes relatifs à la position juridique du personnel des services de police ;

Vu ses délibérations n° 17 du 7 janvier 2002 fixant le cadre organique de la zone de police instituée Police Locale de Waterloo, n°37 du 18 février 2002, n°20 du 18 juillet 2005, n°18 du 20 octobre 2008, n°23 du 20 avril 2009, n°9 du 8 février 2010 et n°23 du 19 décembre 2011 adaptant celui-ci ;

Considérant la demande prochaine de la Direction des Ressources Humaines de la Police Fédérale prescrivant la communication des besoins en personnel et les modalités de transmission des besoins ;

Considérant au départ [REDACTED]

Considérant que l'analyse des capacités humaines dont dispose la police locale traduit le besoin de remplacer cet emploi par un inspecteur de police ;

Après en avoir délibéré ;

DECIDE A L'UNANIMITE

Article 1er : la Police locale de Waterloo ouvre la vacance par la mobilité d'un emploi d'inspecteur de police dans le cadre de base.

Article 2 : La tenue d'une interview avec les différents candidats par le Chef de corps de la police locale de Waterloo et/ou des membres de la direction, définira la sélection des candidats à la mobilité pour ces emplois.

Article 3 : Une déclaration de vacance de cet emploi est établie et sera communiquée à la Direction Générale de la Mobilité et de la Gestion des Carrières de la Police Fédérale en vue de sa publication.

Article 4 : une réserve de recrutement sera créée jusqu'à la seconde mobilité suivante.

Article 5 : de prévoir, en cas de non occupation du poste suite à cette mobilité, d'ouvrir la vacance automatique à la mobilité suivante.

Article 6 : La présente délibération sera transmise pour approbation aux autorités de tutelle.

24. Police - Personnel - Ouverture de la mobilité et détermination des modalités de sélection des candidats.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu la Loi du 7.12.1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;

Vu l'Arrêté royal du 30.03.2001 portant la position juridique du personnel des services de police ;

Vu l'Arrêté royal du 20.11.2001 fixant les modalités relatives à la mobilité du personnel des services de police ;

Vu la Circulaire GPI 15 du 24.01.2002 concernant la mise en œuvre de la mobilité au sein du service de police intégré, structuré à deux niveaux, à l'usage des autorités locales responsables des zones de police ;

Vu l'Arrêté royal du 20 décembre 2005 portant modification de divers textes relatifs à la position juridique du personnel des services de police ;

Vu ses délibérations n° 17 du 7 janvier 2002 fixant le cadre organique de la zone de police instituée Police Locale de Waterloo, n°37 du 18 février 2002, n°20 du 18 juillet 2005, n°18 du 20 octobre 2008, n°23 du 20 avril 2009, n°9 du 8 février 2010 et n°23 du 19 décembre 2011 adaptant celui-ci ;

Considérant la demande prochaine de la Direction des Ressources Humaines de la Police Fédérale prescrivant la communication des besoins en personnel et les modalités de transmission des besoins ;

Considérant au départ en mobilité [REDACTED];

Considérant que l'analyse des capacités humaines dont dispose la police locale traduit le besoin de remplacer cet emploi par un inspecteur de police ;

Après en avoir délibéré ;

DECIDE A L'UNANIMITE

Article 1er : la Police locale de Waterloo ouvre la vacance par la mobilité d'un emploi d'inspecteur principal de police dans le cadre moyen.

Article 2 : La tenue d'une interview avec les différents candidats par le Chef de corps de la police locale de Waterloo et/ou des membres de la direction, définira la sélection des candidats à la mobilité pour ces emplois.

Article 3 : Une déclaration de vacance de cet emploi est établie et sera communiquée à la Direction Générale de la Mobilité et de la Gestion des Carrières de la Police Fédérale en vue de sa publication.

Article 4 : une réserve de recrutement sera créée jusqu'à la seconde mobilité suivante.

Article 5 : de prévoir, en cas de non occupation du poste suite à cette mobilité, d'ouvrir la vacance automatique à la mobilité suivante.

Article 6 : La présente délibération sera transmise pour approbation aux autorités de tutelle.

25. Police - Personnel - Ouverture de la mobilité et détermination des modalités de sélection des candidats.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu la Loi du 7.12.1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;

Vu l'Arrêté royal du 30.03.2001 portant la position juridique du personnel des services de police ;

Vu l'Arrêté royal du 20.11.2001 fixant les modalités relatives à la mobilité du personnel des services de police ;

Vu la Circulaire GPI 15 du 24.01.2002 concernant la mise en œuvre de la mobilité au sein du service de police intégré, structuré à deux niveaux, à l'usage des autorités locales responsables des zones de police ;

Vu l'Arrêté royal du 20 décembre 2005 portant modification de divers textes relatifs à la position juridique du personnel des services de police ;

Vu ses délibérations n° 17 du 7 janvier 2002 fixant le cadre organique de la zone de police instituée Police Locale de Waterloo, n°37 du 18 février 2002, n°20 du 18 juillet 2005, n°18 du 20 octobre 2008, n°23 du 20 avril 2009, n°9 du 8 février 2010 et n°23 du 19 décembre 2011 adaptant celui-ci ;

Vu la circulaire ministérielle GPI 73 du 14 mai 2013 relative au recrutement, à la sélection et à la formation des membres du personnel du cadre de base des services de police;

Considérant que suite à la publication 201804, aucun candidat n'a postulé et qu'il ressort des besoins du service une impérieuse nécessité d'inspecteurs de police;

Après en avoir délibéré ;

DECIDE A L'UNANIMITE

Article 1er : la Police locale de Waterloo déclare vacants deux emplois dans le cadre de la mobilité aspirants (catégorie C)

Article 2 : Au cas où il y aurait plus de candidats que de places vacantes, la tenue d'une interview avec les différents candidats par le Chef de corps de la Police locale de Waterloo et/ou des membres de la Direction, définira la sélection des candidats pour ces emplois.

Article 3 : Dans le cas où il y aurait moins de candidats que le nombre de places ouvertes, il n'y aura pas de sélection et les candidats seront désignés d'office dans les emplois.

Article 4 : La présente délibération sera transmise pour approbation aux autorités de tutelle.

26. Police - Circulation routière - Rue Bodrissart face au numéro 88 - Réalisation d'un emplacement de stationnement pour personnes à mobilité réduite « PMR » - Signalisation verticale et horizontale - Règlement complémentaire de circulation.

Le CONSEIL COMMUNAL,

Vu les articles 2, 3 et 12 de la loi coordonnée du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'application ;

Vu l'article 119 de la Nouvelle loi communale ;

Vu le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun ;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et ses annexes ;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière ;

Considérant la demande de [REDACTED]
[REDACTED] ue Bodrissart face au numéro 88 ;

Considérant le rapport favorable de la police locale de Waterloo;

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré ;

ARRETE A L'UNANIMITE

Article 1er: Le stationnement est réservé sur un emplacement aux véhicules des personnes à mobilité réduite « PMR » rue Bodrissart face au numéro 88. La mesure est matérialisée par le signal E9a complété par un panneau additionnel mentionnant le pictogramme « PMR » ainsi qu'un panneau additionnel mentionnant la distance « 6m », le tout fixé sur un potelet de couleur orange (plan ci-annexé).

Article 2: Les dispositions reprises à l'article 1er sont portées à la connaissance des usagers au moyen de la signalisation prévue à cet effet au règlement général sur la police de la circulation routière.

Article 3: La signalisation routière réglementaire sera mise en place par le service technique communal, conformément au plan ci-annexé.

Article 4: Le présent règlement est sanctionné des peines portées par l'article 29 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière ou des peines prévues au RGP de la commune en cas de protocole avec l'Office de Monsieur le Procureur du Roi du Brabant Wallon.

Article 5: Le présent règlement est soumis à l'approbation du Ministre compétent.

27. Questions orales d'actualité -

Le CONSEIL COMMUNAL,

Conseiller Jad TOUIMI

Le Conseiller TOUIMI demande s'il est envisageable de mettre en oeuvre un système d'identification plus fiable pour les éboueurs qui passent dans les quartiers pour leurs étrennes.

Conseiller Thomas VERHULST

Le Conseiller VERHULST indique qu'il aurait souhaité être informé de la dernière réunion qui a été organisée sur l'aménagement de la place Capouillet. Il suggère également de mettre en place un système de consultation similaire à celui utilisé pour le Masterplan afin de soumettre le projet d'aménagement de la place.

Le Conseiller conclut son intervention en demandant comment le Collège souhaite procéder pour consulter la population et la faire participer sur l'avenir de l'aménagement de la place.

Conseillère Coralie VAN BEVER

La Conseillère VAN BEVER s'inquiète de l'état pour les cyclistes de la rue Emile Dury entre la Chaussée Bara et la rue Saint-Germain.

Conseillère Bénédicte VANDER BORGHT

La Conseillère VANDER BORGHT demande des précisions sur les aménagements projetés pour l'avenue Bel Air et les éventuelles modifications qui seraient apportées aux arbres.

Conseillère Cindy DEQUESNE

La Conseillère DEQUESNE demande l'état d'avancement du projet Zen car ; elle souhaite obtenir des précisions sur la date de mise à disposition des véhicules.

Conseiller Gérard DAYSE

Le Conseiller DAYSE demande des précisions sur l'usage de la nouvelle caméra ANPR placée Drève Richelle.

Conseiller Jean-Michel CASSIERS

Le Conseiller CASSIERS demande des précisions sur le projet de construction d'un nouvel immeuble aux abords de la place Capouillet et plus particulièrement sur la densité projetée.

Le Conseiller demande ensuite des précisions sur la suppression du dernier train vers Bruxelles ou en provenance de Bruxelles.

HUIS-CLOS